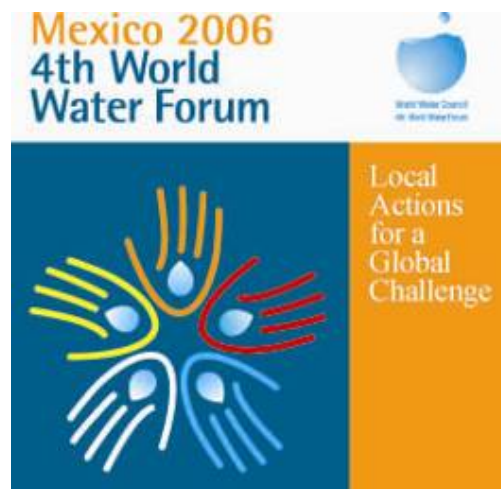


Coordinación Francesa Partenariat Français French Partnership

México 2006 - IV Foro Mundial del Agua

Compte-rendu de l'action du Partenariat Français
pour Mexico au 4^{ème} Forum Mondial de l'Eau,
Mexico, 16-22 mars 2006



Etabli par l'Equipe de Coordination France pour le Forum de Mexico

Ensemble pour l'eau

Une mobilisation qui démarre à la CDD 13 (New York, avril 2005),
Le PFM avait pour objectif de partager l'expérience et les savoir-faire des acteurs français dans leur diversité et contribuer, de façon concertée, aux débats qui se sont tenus dans le cadre de ce Forum.

Une démarche originale

Le Partenariat Français pour Mexico a rassemblé, de façon informelle, des représentants des divers acteurs du domaine français de l'eau

Faire progresser la réflexion de la communauté internationale pour aller plus loin que les conclusions de la Commission du Développement Durable en 2005.

9 messages destinés à être largement diffusés et débattus à Mexico portent sur la gouvernance de l'eau, sur l'accès à l'eau potable et à l'assainissement et sur le doublement de l'aide française dans le domaine de l'eau.

Ils ont organisé au sein du forum un lieu de rencontres commun et d'événements : l'espace France.

Ils ont souhaité l'organisation de sessions du Forum permettant de relayer leurs 9 messages. Les membres du Partenariat ont ainsi mis sur pied 10 sessions liés aux messages français.

Ils ont participé aux travaux européens ayant conduit en particulier au rapport régional européen présenté à Mexico le 18 mars.

Les membres du Partenariat

L'Etat

Les collectivités locales

L'Agence française de développement

Les organisations de bassin

Les entreprises

Les organisations scientifiques et techniques

Les organisations non gouvernementales (ONG)

Une Equipe de Coordination France (ECF) composée du Programme Solidarité Eau, de l'Office International de l'Eau et de l'Association Scientifique et Technique pour l'Eau et l'Environnement.

Soutenu financièrement par le Ministère des Affaires étrangères, le Ministère de l'Ecologie et du développement durable, l'Agence Française pour le développement, le SPDE et le FFEM.

Un succès et une forte présence française

20.000 participants, dont 5.000 représentants de 140 États, pour lesquels 78 étaient représentés à un niveau ministériel.

206 sessions et 1600 actions locales ont été recensées, et plus de 120 maires, 150 parlementaires et 1.395 journalistes, experts et représentants de la société civile sont à décompter.

Délégation française importante sous la présidence de Mme Nelly Olin, Ministre de l'Ecologie et du développement durable et en présence d'une quarantaine d'élus locaux et parlementaires français.

300 participants : ainsi, environ 70 représentants de collectivités locales, 60 élus locaux et parlementaires, 14 administrations, 30 organisations de bassin, 5 opérateurs publics ou privés (ou associations), 14 entreprises diverses, 11 organisations scientifiques et techniques et une quinzaine d'ONG

Au total, 25 sessions officielles ont été pilotées ou suivies par les membres du PFM.

Plus de 5.000 personnes sur les 25.000 présentes à la WaterExpo ont visité l'Espace France, consacré à la mise en valeur des messages français et aux rencontres et événements spéciaux Douze panneaux d'affichage ont permis de présenter les 9 thèmes forts du Partenariat, eux-mêmes relayés par 7000 exemplaires des fiches thématiques correspondantes plus détaillées, en français, espagnol et anglais,

Des thématiques en phase avec celles du forum

1. Gestion de la ressource en eau

Le bassin hydrographique est le territoire pertinent pour la gestion participative, solidaire et efficace des ressources en eau.

La déclaration des collectivités locales a fait référence à la gestion intégrée des ressources en eau (GIRE) en promouvant notamment le principe de gestion territoriale intégrée par bassins hydrographiques

2. Gestion des services d'eau potable et d'assainissement

Les autorités locales sont un niveau pertinent pour une gestion efficace et transparente des services d'eau et d'assainissement et pour la participation de tous les acteurs, notamment les usagers.

la reconnaissance du rôle et des besoins des collectivités locales dans la gestion de l'eau. A Mexico, elles ont pu organiser leur propre forum puis formuler une déclaration politique mondiale. Un très grand pas a été franchi: les collectivités ne sont plus absentes de la communauté internationale qui, jusque là, discutait sans elles de leurs problèmes.

3. Prévention des risques d'inondations

Vis-à-vis du risque d'inondation, la meilleure gestion est d'anticiper la crue et de limiter ses conséquences, grâce à l'intégration des politiques et des acteurs.

Ce thème a été traité de manière secondaire, par rapport à d'autres sujets phares du Forum.

4. Eau pour l'agriculture

La limitation des ressources en eau rend nécessaire l'optimisation des systèmes d'irrigation. Il s'agit de produire plus avec moins d'eau et moins d'intrants par hectare, d'économiser l'eau en agriculture afin de rendre la ressource disponible pour d'autres usages et coordonner les politiques de l'eau et de l'environnement avec les politiques agricoles.

C'est le sujet sur lequel le consensus n'a pas progressé durant le Forum ; pas plus au niveau français que sur le plan international. Les pays du Sud ont un rôle à jouer, notamment auprès des grands bailleurs, pour tenter de faire avancer le débat.

5. Extension et gestion des services d'eau potable et d'assainissement

Pour que l'accès à l'eau et à l'assainissement devienne un droit effectif, il est prioritaire d'identifier les devoirs de l'autorité publique responsable du service et de partager les coûts de manière solidaire afin de rendre les prix abordables pour tous.

Le droit à l'accès à l'eau et à l'assainissement est bien mieux compris, en particulier grâce aux travaux du conseil Mondial de l'Eau qui a diffusé un document de référence mais aussi grâce à la France qui a pu s'appuyer sur son consensus national pour être moteur d'une déclaration de 26 pays européens. Pour pallier à l'absence de mention sur le droit à l'eau dans la déclaration ministérielle, la déclaration de l'Union européenne publiée à l'issue du Forum.

6. L'assainissement, une priorité cruciale

L'assainissement doit faire l'objet d'autant d'attention que l'eau potable car il est crucial pour préserver la santé publique, protéger les ressources en eau et les milieux naturels et contribuer au développement économique et social.

Cette question demeure « le parent pauvre » de l'accès à l'eau potable. Tous les rapports l'ont mentionné mais le sentiment demeure que l'assainissement n'a pas fait l'objet de larges discussions pendant le Forum.

7. La contribution des collectivités locales face aux OMD

Les collectivités locales contribuent aux Objectifs du Millénaire pour le Développement en organisant les services d'eau potable et d'assainissement pour leur population et en pratiquant de nouveaux modes de coopération internationale.

On notera à ce sujet quelques échos dans certains pays européens ainsi que le lancement, par le pS-eau, d'une initiative sur les financements solidaires.

8. Suivi et évaluation de l'accès à l'eau et à l'assainissement face aux OMD

Pour atteindre les Objectifs du Millénaire pour le Développement, le suivi et l'évaluation de l'accès à l'eau et à l'assainissement constituent un pilier de la gouvernance de l'eau et un levier pour l'action et l'efficacité.

Le besoin de suivi/évaluation (ou « monitoring ») de l'accès des personnes à l'eau potable et à l'assainissement, relayé par le président Chirac, a fait l'objet de recommandations très précises du Conseil de Kofi Annan vis-à-vis des gouvernements et des bailleurs de fonds. A ce stade cependant, seuls la France et les Pays-Bas ont rendu publics des objectifs exprimés en termes de personnes.

9. Une nécessaire croissance de l'aide publique internationale bilatérale et multilatérale

L'objectif des pays de l'OCDE d'atteindre un niveau de 0,7 % de leur PNB pour l'APD doit rester une priorité. Plus particulièrement pour l'eau, la France de son côté s'est fixée comme objectifs de doubler son aide bilatérale au développement dans le domaine de l'eau et de l'assainissement et de contribuer ainsi d'ici 2015 à l'accès à l'eau et à l'assainissement de 9 millions de personnes en Afrique.

- Le **concept de solidarité internationale** entre collectivités a été fortement affirmé par la déclaration des collectivités locales. De plus, le Conseil de Kofi Annan a fait la promotion de l'assistance par des opérateurs expérimentés, publics ou privés, aux opérateurs les plus faibles des pays en développement (concept de « Water Operators Partnerships »)
- La déclaration des collectivités locales a fait référence à la **gestion intégrée des ressources en eau** (GIRE) en promouvant notamment le principe de gestion territoriale intégrée par bassins hydrographiques (cf. § 2.3 de ladite déclaration).

L'Espace France un lieu de rencontre, d'échange et de communication

L'Espace France a été pensé et conçu pour être un lieu de communication, de rencontre et d'échanges pour tous les acteurs français du secteur de l'eau, et du monde entier. Ce concept, grâce aux emplacements d'affichage et au succès des side-events qui y ont été organisés, a parfaitement atteint ces objectifs.

Situé juste en face de l'entrée de la WaterExpo, l'Espace France était idéalement situé pour attirer et intéresser les visiteurs, qui, sur place pouvaient se documenter, échanger avec les acteurs français de l'eau et /ou participer aux side events.

Sur un espace d'accueil de 108m³, le thème de l'eau était mis en avant au moyen d'un labyrinthe de tuyaux d'eau encadrant des emplacements d'affichage, des écrans plasma, une salle de réunion en mezzanine et un espace de rencontre et d'événement qui reproduisait l'ambiance d'un bistro français, avec des tables et des chaises en bois, et un bar, où, évidemment, du vin français était servi.

Un lieu de communication sur les actions françaises dans le domaine de l'eau

Douze panneaux d'affichage

Six emplacements (panneaux d'affichage) étaient disponibles par demi journée (18 organisations et structures ont pu ainsi communiquer).

Des présentoirs sur le stand permettait aux acteurs français de l'eau de laisser de la documentation pendant toute la durée du Forum.

Distribution quotidienne des programmes des sessions portées par les membres du PFM ainsi que des side events organisés sur l'Espace France

Un lieu d'échange et de débat

En organisant des side events sur l'Espace France, le PFM a souhaité créer un lieu d'échanges et de débats complémentaires aux sessions organisées dans le cadre du Forum, dans un cadre plus convivial. Ces événements ont eu beaucoup de succès, attirant à chaque fois une foule de visiteurs, qui pouvaient suivre les présentations et débats en anglais, espagnol ou français, grâce aux interprètes présentes à tout moment sur l'Espace France.

Inauguration de l'Espace France

par SE M. Le Gourriérec, Ambassadeur de France au Mexique, M. Josselin, président de Cités Unies France et Mlle White, chargée de mission à Eau Vive.

Stratégies municipales concertées pour l'accès à l'eau et l'assainissement pour tous

organisé conjointement par le pS-Eau et le PDM.

Solidarités et AESN: 2 partenaires au cœur des actions d'urgence

Sur scène Solidarités, ONG d'urgence, a témoigné d'un partenariat réussi en 2005 avec l'Agence de l'Eau Seine Normandie..

Des partenaires en appui aux communes en France et à l'étranger : le département, un acteur majeur de la gestion de l'eau

Désenclavement des quartiers périphériques de Ouagadougou et d'accès aux services essentiels (Burkina Faso) mené par le CG de la Vienne (avec l'AFD, la Ville de Ouagadougou et l'Office National de l'Eau et de l'assainissement) et du projet de gestion globale de l'eau sur le Bassin du Limari (Chili) mené par le CG de l'Hérault (et le gouvernement régional de Coquimbo),

Défi relevé : Eau Vive, La Fondation France Libertés et les Amis de la terre ont créé un pont entre les acteurs du Forum alternatif et ceux du Forum Officiel

Ce « side event » a permis aux acteurs engagés dans le renforcement des capacités des acteurs locaux qui assurent un service public de l'eau de présenter des cas concrets de service public de l'eau de grande qualité, équitable avec une tarification sociale, Mme Danielle Mitterand (Fondation France Liberté), Andrée Abreu del Almeida (Fondation France Libertés), Majda Bouchanine (Amis de la Terre) et Maggie White (Eau Vive)

GIRE Gestion des Eaux Transfrontalières

Organisé par le Ministère français des Affaires Etrangères, l'OIEau et le FFEM

ISO

Les projets de normes de l'ISO/TC 224 sur les règles de gouvernance des services d'eau potable et d'assainissement (lignes directrices pour le management et pour l'évaluation de la qualité des services), (Consumers International, OMS, UN-DESA, AFWA, AIDIS)

Monitoring

Ce side event organisé par le MAE et l'AFD, a souligné que l'aide française soutient diverses actions en matière de suivi évaluation

Financement de l'assainissement

Organisé par le pS-Eau, le PDM et Experians, ce side event s'est penché sur l'assainissement.

L'implication des migrants

Gaharo Doucouré, de l'Association des ressortissants de Guiffy - Illinkéré a discuté avec le public du rôle et de l'impact des actions soutenues par les migrants maliens dans la région de Kayes.

Communes, syndicats et communautés, une association en coopération décentralisée pour une gestion intégrée des ressources en eau

Organisée par le SIVOA, la recherche de la qualité plutôt que la quantité font que ce type de projet apporte une réelle plus-value par rapport à ceux financés par des bailleurs bilatéraux ou multilatéraux.

Eau et Femmes

4 ministres africains en charge de l'eau (Burundi, Burkina Faso, Tchad, Togo) ainsi qu'une représentante de l'Unicef, se sont réunis autour de Madame Nelly Olin, Ministre française de l'Ecologie et du Développement durable

Discours de Clôture et lancement de l'initiative Financement Solidaires

Pour la clôture de l'Espace France le dernier jour du Water Expo, Mme Olin, ministre de l'Ecologie et du Développement Durable a félicité les partenaires français réunis pour Mexico. Elle a également tenu à saluer la présence des représentants des collectivités locales françaises aux côtés des professionnels et des ONG.

Enfin dernière événement organisé sur l'Espace France, espace où les questions de financements et de débats sur la responsabilité des collectivités locales ont été si prééminents, Mme Olin et M. Angel Gurria, secrétaire désigné de l'OCDE, ont lancé une initiative mondiale pour étendre et renforcer les financements décentralisés basés sur un principe de solidarité entre usagers de l'eau.

Quatre déclarations importantes

La DÉCLARATION MINISTÉRIELLE 4ème FORUM MONDIAL DE L'EAU, le 22 mars 2006.

La DÉCLARATION DES MAIRES ET ÉLUS LOCAUX SUR L'EAU 21 mars 2006

La DÉCLARATION DES PARLEMENTAIRES 21 mars 2006

LA DECLARATION DE L'UNION EUROPEENNE

De ces quatre déclarations nous pouvons retenir l'émergence d'un début de consensus sur la reconnaissance du droit à l'eau et du rôle primordiale des collectivités locales qu'il s'agira d'inscrire dans les débats de la CDD 14 en 2008

Le rapport est disponible sur le site
www.eau-international-france.fr/mexico